

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SAINT-DENIS | 11 DÉCEMBRE 2023

FRET SNCF : LA CFDT CHEMINOTS MET EN DEMEURE L'ÉTAT FRANÇAIS DE STOPPER LE PLAN DE DISCONTINUITÉ.

La CFDT Cheminots a adressé plusieurs courriers de mise en demeure au Président de la République, la Première Ministre, le Ministre de la Transition Écologique et au Ministre chargé des Transports. L'objectif : arrêter le processus dit de «discontinuité» imposé à Fret SNCF qui signe la liquidation de l'opérateur public de transport de marchandises.

C'est par courrier daté du 30 novembre que la CFDT Cheminots a mis en demeure le gouvernement français de renoncer formellement, au plus vite, et au plus tard avant le 1^{er} janvier 2024 (date de désengagement de Fret SNCF de l'activité de trains entiers à moyens dédiés) à la mise en œuvre du plan de discontinuité envisagé.

Notre demande repose sur les conséquences dramatiques envers l'entreprise, ses salariés, l'avenir du fret ferroviaire français d'une part, et son caractère manifestement contraire aux engagements de transition écologique contraignants de la France d'autre part.

“Dans ses courriers, la CFDT Cheminots rappelle que le plan de discontinuité est en réalité une liquidation complète de Fret SNCF. L'État qui impose ce plan n'a, par ailleurs, aucune assurance écrite et formelle de la Commission européenne „

La CFDT Cheminots y rappelle que cette discontinuité est le choix du pire pour les salariés, l'opérateur public, mais aussi pour le secteur, les territoires et pour permettre de répondre aux défis de la transition écologique que la France et l'Union européenne se sont elles-mêmes fixés.

Ce plan de discontinuité aura des conséquences délétères et contraires aux engagements de la France car il engendrerait :

- #. Des conséquences sociales déplorables;
- #. Un modèle sans viabilité économique;
- #. Un report modal vers la route, contraire aux enjeux de transition énergétique et écologique;
- #. Un report modal contraire aux stratégies industrielles arrêtées par l'État.

Par ailleurs, la CFDT Cheminots met en demeure le gouvernement de combattre, enfin, ce mauvais plan.

Elle rappelle également que cette décision particulièrement grave a été prise, en toute discrétion, sans la moindre garantie écrite quant à l'issue de l'enquête de la Commission, et sans qu'aucune consultation préalable n'ait eu lieu, que ce soit avec la SNCF, les partenaires sociaux, les transporteurs ou les clients.

La CFDT Cheminots ne renoncera jamais et combattra par tous les moyens, y compris juridiques, pour sauver Fret SNCF et ses salariés.

Pour aller plus loin
Pour consulter les courriers de la CFDT Cheminots cliquez ou scannez le QR Code ci-dessous.



Courrier Elisabeth BORNE



Courrier Emmanuel MACRON



Courrier Clément BEAUNE



Courrier Christophe BÉCHU

